



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Institut international de
planification de l'éducation

Pôle de Dakar
ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

PôleMAG^{°21}

La lettre d'information du Pôle d'analyse sectorielle en éducation de Dakar - DÉCEMBRE 2013

EDITORIAL

AU SOMMAIRE

Le Pôle de Dakar rejoint l'Institut international de planification de l'éducation

L'année 2013 aura marqué un tournant majeur pour le Pôle de Dakar. À la suite des réflexions entamées depuis fin 2012 sur son positionnement institutionnel et de la réforme entreprise au sein de l'Unesco, le Pôle a officiellement rejoint l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP). Après avoir intégré le Bureau régional de l'Unesco à Dakar (BREDA) en 2001, le rattachement du Pôle de Dakar à l'institut s'est imposé naturellement, en raison de la proximité et de la complémentarité de leurs activités.

Le Pôle de Dakar est conforté dans sa mission première d'appui aux États africains dans la définition de plans crédibles de développement des systèmes éducatifs. Il reste, avec les 14 personnes qui le composent, positionné à Dakar, au Sénégal, et sera financé par l'AFD à hauteur de 6,4 millions de dollars sur la période 2014-2017.

La convention officialisant le rattachement à l'IIEP a été signée le mercredi 9 octobre 2013, au Siège de l'Unesco, par M. Khalil Mahshi, Directeur de l'IIEP, et M. Yves Boudot, Directeur du Département Afrique subsaharienne de l'Agence française de développement (AFD), en présence de M. Qian Tang, Sous-Directeur général pour l'éducation de l'Unesco et M^{me} Pascale Trimbach, Chargée d'Affaires à la Délégation permanente de la France auprès de l'Unesco.

L'année 2014 annonce donc un nouvel élan pour le Pôle de Dakar. Le rattachement à l'IIEP est une formidable source de synergies et ouvre la voie à de nombreuses possibilités de collaboration. L'ensemble de l'équipe du Pôle de Dakar se réjouit de ce nouveau souffle et forme le souhait d'une coopération riche et pérenne avec l'IIEP.

Guillaume Husson et Beïfith Kouak Tiya
Coordonnateurs du Pôle de Dakar

ACTUALITÉS

- Le Burkina Faso et le Cap Vert investissent en nombre PSGSE **2**
- Mise à l'essai d'un outil de diagnostic « Éducation-Formation-Emploi » au Burkina Faso **2**
- Le Togo est le premier pays africain à conduire des diagnostics complémentaires de son système éducatif **3**

DOSSIER

- Mesurer le financement de l'éducation **4**
- 3 questions à Khalil Mahshi **6**

DANS LES PAYS **7**

EN BREF **8**



© UNESCO / Régis L'Hostis

Le Burkina Faso et le Cap Vert investissent en nombre PSGSE



David Bazongo, ministère burkinabé de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Pedro Brito, ministère capverdien de l'Éducation et des Sports, 7^{ème} promotion de PSGSE. © IIPE/Pôle de Dakar

Fait marquant de la 7^{ème} promotion de la formation en politiques sectorielles et gestion des systèmes éducatifs du Pôle de Dakar (PSGSE) et de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, deux États se partagent une large part des effectifs. Avec huit cadres venus du Cap Vert et treize du Burkina Faso, les deux pays représentent plus des deux tiers de la promotion (21 stagiaires sur 34) qui tenait son premier regroupement fin octobre.

Du côté capverdien, l'intérêt pour la formation s'est développé suite au diagnostic du système éducatif réalisé en 2011. Durant cette période, des

échanges avaient eu lieu avec le Pôle de Dakar en vue de suivre le cursus. Par ailleurs, explique Pedro Brito, directeur général de la planification, du budget et de la gestion au ministère capverdien de l'éducation et des sports, « *le pays prépare un nouveau plan stratégique pour la période 2014-2024, il apparaissait fondamental de former des cadres aguerris en matière de suivi et de gestion du système* ». Si certains agents avaient déjà reçu une formation à l'IIPE, les autorités publiques souhaitaient aller plus loin. De nombreux dossiers ont été proposés et le résultat est payant, « *C'est la première fois que des*

capverdiens sont formés à PSGSE » se félicite Pedro Brito.

Le Burkina Faso avait de son côté déjà bénéficié de la formation en 2007. Le pays réalisait alors son premier diagnostic du système éducatif et « *la formation PSGSE répondait aux difficultés rencontrées pour réunir une équipe disposant de réelles compétences en analyse sectorielle* » indique David Bazongo, conseiller en gestion des ressources humaines à la Direction des études et de la planification du ministère burkinabé de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation. Dix personnes avaient été alors formées pour appuyer le diagnostic sectoriel. Aujourd'hui, de nouveaux besoins apparaissent. Le Burkina Faso va réaliser une mise à jour de son diagnostic en 2014 et a engagé un nouveau Programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB) d'ici 2021. Face à ces nouveaux engagements, « *il a semblé opportun d'étouffer le nombre de cadres déjà formés* » poursuit David Bazongo.

Bien que les enjeux à moyen termes soient différents pour le Cap-Vert et le Burkina Faso, leur approche de PSGSE est en tout point comparable : disposer, pour la durée, d'une équipe aux profils variés mais dont chaque membre possède les capacités de base en gestion des politiques éducatives. Leur volonté est de former un socle de compétences autonome, composé de spécialistes de la planification, du financement et du pilotage du système mais aussi d'experts en statistiques ou en ressources humaines. Comme le rappelle Pedro Brito, « *par nature l'assistance technique ne peut pas être permanente, nous devons devenir indépendants dans la gestion de notre système* ». PSGSE apporte en cela une part de réponses à leurs attentes. ■

Mise à l'essai d'un outil de diagnostic « Éducation-Formation-Emploi » au Burkina Faso

Le Pôle de Dakar a développé, en collaboration avec d'autres entités de l'Unesco, un cadre novateur d'analyse de la relation éducation-formation-emploi, en vue d'améliorer l'adéquation des systèmes éducatifs au marché du travail. La méthodologie développée est de nature prospective, l'objectif étant d'arrimer le pilotage de l'offre de formation aux perspectives de développement de l'économie.

Méthodes de collecte de données et d'analyse, production d'un diagnostic prospectif, mise en place de tableaux de bord et de plan d'actions, ce nouveau cadre d'analyse entre dans sa phase test. C'est au Burkina Faso que la méthodologie devrait pour la première fois être mise à l'épreuve. Une première mission, effectuée au mois de novembre, a permis de mettre en place une feuille de route entre les autorités du pays et l'équipe d'appui de l'Unesco. Celle-ci prévoit la mise en place d'une équipe nationale et le lancement de l'activité dès février 2014, pour une durée d'environ dix mois.

Le Togo est le premier pays africain à conduire des diagnostics complémentaires de son système éducatif

Le dernier diagnostic du système éducatif togolais est très récent. Débuté en début d'année 2013, il a été réalisé dans un court délai, pour être finalisé en mai dernier. Lardja Laré, coordonnateur national du programme Éducation pour tous au ministère togolais des Enseignements primaire et secondaire, a suivi de près l'exercice. Attaché au niveau du secrétariat général du ministère, son groupe de travail est en contact direct avec le ministre et les directeurs centraux.

Selon lui, si le diagnostic a bénéficié de la valeur ajoutée des appuis techniques du Pôle de Dakar, l'exercice a principalement été marqué par une très forte mobilisation des cadres togolais. Cette implication a pu être constatée dans la collecte des données ou la participation aux analyses mais également dans la réactivité et l'intérêt total de l'équipe nationale. À titre d'exemple, alors que très peu de données étaient mobilisables dans le domaine de l'alphabétisation au cours du diagnostic de 2007, les fonctionnaires togolais ont été capables de les fournir en un temps record cette année.

Mais au-delà de l'engagement des fonctionnaires togolais, la particularité de l'exercice sectoriel de 2013 est qu'en réunissant l'ensemble des ministères concernés, « le diagnostic a donné conscience aux équipes de l'importance de l'approche sectorielle et de la complémentarité de tous les sous-secteurs » souligne M Laré. Ainsi, l'équipe qui travaillait sur le Resen a de sa propre initiative décidé d'aller plus loin dans l'analyse du système. Et avec le soutien politique des ministres en charge du secteur et de leurs secrétaires généraux, elle a entrepris un travail de diagnostic complémentaire des sous-secteurs du préscolaire, de

l'alphabétisation et de l'éducation non formelle, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ainsi que de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Ce travail a commencé en parallèle aux analyses classiques d'un Resen. Les sous-secteurs souhaitaient être visibles pour bénéficier d'une meilleure attention et d'éventuels financements complémentaires, à la fois de l'État togolais mais aussi des partenaires potentiels du pays. Les efforts avaient en effet tendance à se concentrer exclusivement sur le primaire et les autres sous-secteurs voulaient, par leurs analyses, alerter leurs autorités et les partenaires techniques et financiers sur leurs propres besoins.

Le nouveau guide Resen est d'ores et déjà utilisé par l'équipe nationale

Coïncidence, le Togo a, durant cette période, pris connaissance du nouveau guide Resen, qui sera publié au premier trimestre 2014. Ce nouveau guide, en plus des analyses habituelles, a justement été enrichi de quatre chapitres permettant de mener les diagnostics sous-sectoriels. « Le nouveau guide Resen a permis de structurer ce que les équipes faisaient déjà de façon informelle » estime M Laré. Auparavant, dans les sous-secteurs du préscolaire ou de l'alphabétisation, les équipes étaient moins dans une logique de diagnostic sectoriel, car une partie du travail était réalisée par des consultants. Mais quand le guide est sorti, les cadres togolais se le sont appropriés, à tel point que « les équipes ont décidé de collecter des données qui n'existaient pas dans les bases de données des ministères du secteur ».



Lardja Laré, coordonnateur national du programme Éducation pour tous au ministère togolais des Enseignements primaire et secondaire.

Aujourd'hui, les quatre chapitres complémentaires sont terminés. Des demandes de financements sont en cours d'élaboration pour être soumises au prochain conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation. Les résultats des analyses de ces sous-secteurs ont pu être intégrés au plan sectoriel et ont permis de mieux concevoir le modèle de simulation financière. Après près de vingt années d'instabilité politique ayant freinées le développement des secteurs sociaux, le Togo est avide d'avancées. Dans le domaine de l'éducation, le pays peut sans conteste compter sur le dynamisme de ses cadres. ■

Mesurer le financement de l'éducation

Le Pôle de Dakar, l'IPE et l'ISU unissent leur expertise pour améliorer les systèmes nationaux de collecte, de traitement et d'analyse des données sur le financement de l'éducation. Ce projet collaboratif, financé par le Partenariat mondial pour l'éducation devrait s'achever courant 2016. Au total, huit pays participeront au développement d'outils de collecte et d'analyse, en vue d'une meilleure planification des politiques éducatives et d'une harmonisation des méthodologies de traitement.

Le déficit d'informations fiables et complètes sur le financement de l'éducation est une lacune courante en Afrique. La variété des sources d'information, la complexité des flux de financement et la faiblesse des systèmes nationaux rendent l'exercice de collecte extrêmement délicat. Dans ces conditions, le suivi des engagements internationaux, comme celui de l'Éducation pour tous ou des objectifs du millénaire pour le développement, ne peut être correctement opéré. Il est par ailleurs fréquent que les dépenses des ménages ou celles des ONG ne soient pas recueillies, ce qui handicape l'analyse globale du financement de l'éducation.

Du côté national, le manque de données est un frein considérable au développement de politiques de planification efficace. Empêchant l'évaluation réaliste des coûts de l'éducation, il ne permet pas de mesurer le niveau d'inégalités de financement et de juger de l'efficacité du système. Il y a donc urgence à mieux connaître le financement de l'éducation afin de comprendre qui y contribue réellement, quel usage en est fait et qui en bénéficie.

Un projet d'envergure dédié à l'analyse des moyens financiers pour l'éducation

Pour répondre à ces défis, le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) a lancé un projet d'ampleur visant à améliorer le suivi national et l'analyse des flux de financement. Le Pôle de Dakar, en collaboration avec l'IPE et l'ISU, a été retenu pour mener à bien les activités de ce projet de plus de deux millions de dollars, qui devrait se conclure courant 2016.

Ce projet collaboratif est destiné à permettre une collecte complète et de qualité des données financières sur l'éducation, tant pour les décideurs nationaux que pour le suivi des statistiques internationales. Trois grands objectifs ont été fixés :

1. Développer, tester et valider les méthodes pour :
 - a) suivre l'allocation du budget dans le pays afin d'évaluer l'équité et l'efficacité ;
 - b) estimer les dépenses privées ;
 - c) mesurer la contribution extérieure au financement de l'éducation.
2. Développer l'expertise et les méthodologies internationales sur les comptes nationaux de l'éducation et les mettre en pratique dans deux pays.
3. Mettre en place des méthodes pérennes et harmonisées pour la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion internationale des données sur les dépenses publiques pour l'éducation.

Au total, ce sont huit pays adhérents au PME (cinq en Afrique subsaharienne, deux en Asie et un en Amérique centrale) qui participeront à l'exercice. Ils développeront, conjointement avec les équipes d'assistance technique, les outils nécessaires à la collecte et l'analyse des données sur les dépenses publiques de l'éducation.

Des résultats concrets sont attendus

Une approche sur mesure est favorisée pour les pays participant au projet, l'enjeu étant que les activités soient intégrées à leur planification sectorielle et adaptées à leurs systèmes d'information statistique. Le projet prévoit, pour chacun des pays participant, le développement d'un ensemble d'outils pour produire et traiter les dépenses publiques sur l'éducation (par niveau, catégorie d'école et par nature de dépenses sur une base annuelle) ; un ensemble de méthodes pour analyser l'allocation des ressources à l'intérieur du système (dépenses privées et dépenses extérieures sur l'éducation) ; et des notes d'analyse sectorielle nationales sur le financement de l'éducation.



© Pôle de Dakar / Mario Bels

L'AMR, le programme d'activités mondiales et régionales du Partenariat mondial pour l'éducation

Le projet mis en œuvre par le Pôle de Dakar, l'ISU et l'IPE est financé par l'AMR, un programme du Partenariat mondial pour l'éducation (PME). Doté d'un budget de 60 millions de dollars, l'AMR appuie les initiatives mondiales et régionales visant à accélérer la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous. Il s'articule autour de trois axes thématiques :

- les résultats de l'apprentissage,
- les enfants déscolarisés,
- le financement de l'éducation.

Des consultations régulières avec les partenaires permettent d'éviter que le programme AMR ne soutienne des activités redondantes et facilitent le partage de l'information et l'apprentissage mutuel.

Un guide international pour la mise en place de comptes nationaux de l'éducation sera par ailleurs développé. Les comptes nationaux de l'éducation consistent en un exercice de cartographie complète du financement de l'éducation, qui met en évidence d'où provient le financement (gouvernement, secteur privé, donateurs), où va le financement (par niveau d'enseignement, par région, etc.) et que représente chaque type de dépense (salaires, infrastructures, dépenses de fonctionnement). L'élaboration de ce type d'outil constitue une innovation importante dans le secteur éducatif puisque les comptes nationaux de l'éducation n'y sont que rarement développés.

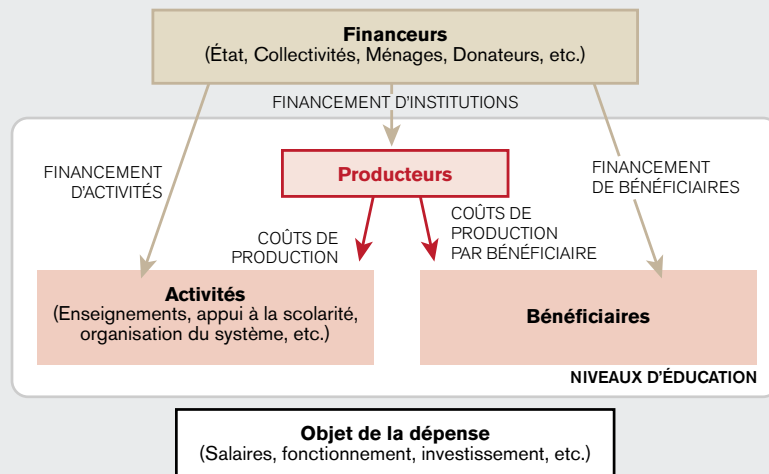
En renforçant les capacités des pays partenaires, une des valeurs ajoutées du projet sera de construire des systèmes

de production de données qui peuvent être reconduits régulièrement, plutôt que de produire des rapports ponctuels par le biais de consultants externes. De plus, son champ d'application ne se limitera pas aux huit pays candidats. L'ensemble des outils développés, des documents méthodologiques et des études de cas seront accessibles en ligne via les sites de l'ISU, de l'IPE et du Pôle de Dakar. Les résultats seront également partagés à l'occasion de deux séminaires internationaux et intégrés à la formation en gestion des systèmes éducatifs du Pôle de Dakar. Enfin, au-delà des bénéfices pour les pays ciblés, le projet présente un autre avantage considérable, il permettra d'harmoniser les méthodologies sur les données financières en éducation des différents partenaires techniques. ■

LES DIMENSIONS DU COMPTE NATIONAL DE L'ÉDUCATION

Le compte national de l'éducation

Le compte national de l'éducation offre un cadre de synthèse de l'ensemble des flux monétaires intervenant dans le domaine de l'éducation. Il rassemble et met en cohérence les données comptables et statistiques relatives à la dépense d'éducation, à son financement et à ses coûts de production. Il s'agit d'un compte satellite de comptabilité nationale spécifique à l'éducation. Le compte national de l'éducation permet de mesurer les coûts globaux de production de services éducatifs, par niveau, financeur, producteur et bénéficiaire.



Source : Serge Peano

3 questions à **Khalil Mahshi**

Directeur de l'Institut international de planification de l'éducation (IIFE)



© IIFE/P. Abbou-Avon

Suite aux discussions initiées depuis la fin de l'année 2012 sur le positionnement institutionnel du Pôle de Dakar, celui-ci a officiellement intégré l'IIFE le 9 octobre dernier. Quels étaient, du côté de l'IIFE, les enjeux de ce rapprochement ?

L'IIFE connaissait la qualité du travail réalisé dans de nombreux pays africains par le Pôle de Dakar. Nous avons cherché à plusieurs reprises à travailler plus étroitement ensemble. Il nous paraissait opportun de rapprocher les deux entités en raison de la proximité de leurs activités, mais également, dans le souci d'éviter la duplication de nos actions et l'éparpillement des ressources de l'Unesco. Par ailleurs, l'Afrique est une priorité du mandat de l'IIFE. Et bien que nous intervenions déjà sur le continent, nous souhaitons y renforcer nos activités par une présence plus concrète. Notre volonté était de disposer d'une équipe basée en Afrique. Aussi, lorsque la question du rattachement du Pôle de Dakar à l'IIFE s'est posée, nous avons naturellement pensé qu'il s'agissait d'une grande opportunité.

L'institut a toujours été actif en Afrique, en particulier par ses programmes de formation en planification et gestion de l'éducation. En quoi l'intégration du Pôle de Dakar modifiera-t-elle la stratégie de l'IIFE sur le continent ?

Il existe de nombreuses possibilités de collaboration renforcée entre l'IIFE et le Pôle de Dakar. Nous souhaiterions tout d'abord développer des synergies entre nos programmes de formation respectifs. Les questions de leur complémentarité, d'éventuels doubles cursus ou d'équivalences seront prochainement abordées. Autre point positif, l'intégration du Pôle de Dakar à l'IIFE, nous permet de renforcer la logique globale de nos interventions d'assistance technique. Alors que le Pôle de Dakar dispose d'une expertise de haut niveau en diagnostic sectoriel, l'IIFE est un institut de référence en ce qui concerne la planification en éducation. En s'appuyant sur nos complémentarités, nous pouvons désormais réaliser

des interventions communes afin d'aider les États africains tout au long du cycle de planification, du diagnostic sectoriel à la mise en œuvre de politiques éducatives. Ensemble, nous pouvons faire davantage en Afrique que si nous le faisons séparément.

L'IIFE disposait déjà d'un ancrage en Amérique du sud, via son bureau de Buenos Aires, il renforce aujourd'hui son positionnement en Afrique grâce au Pôle de Dakar. L'institut a-t-il le projet d'élargir son rayonnement dans d'autres zones géographiques ?

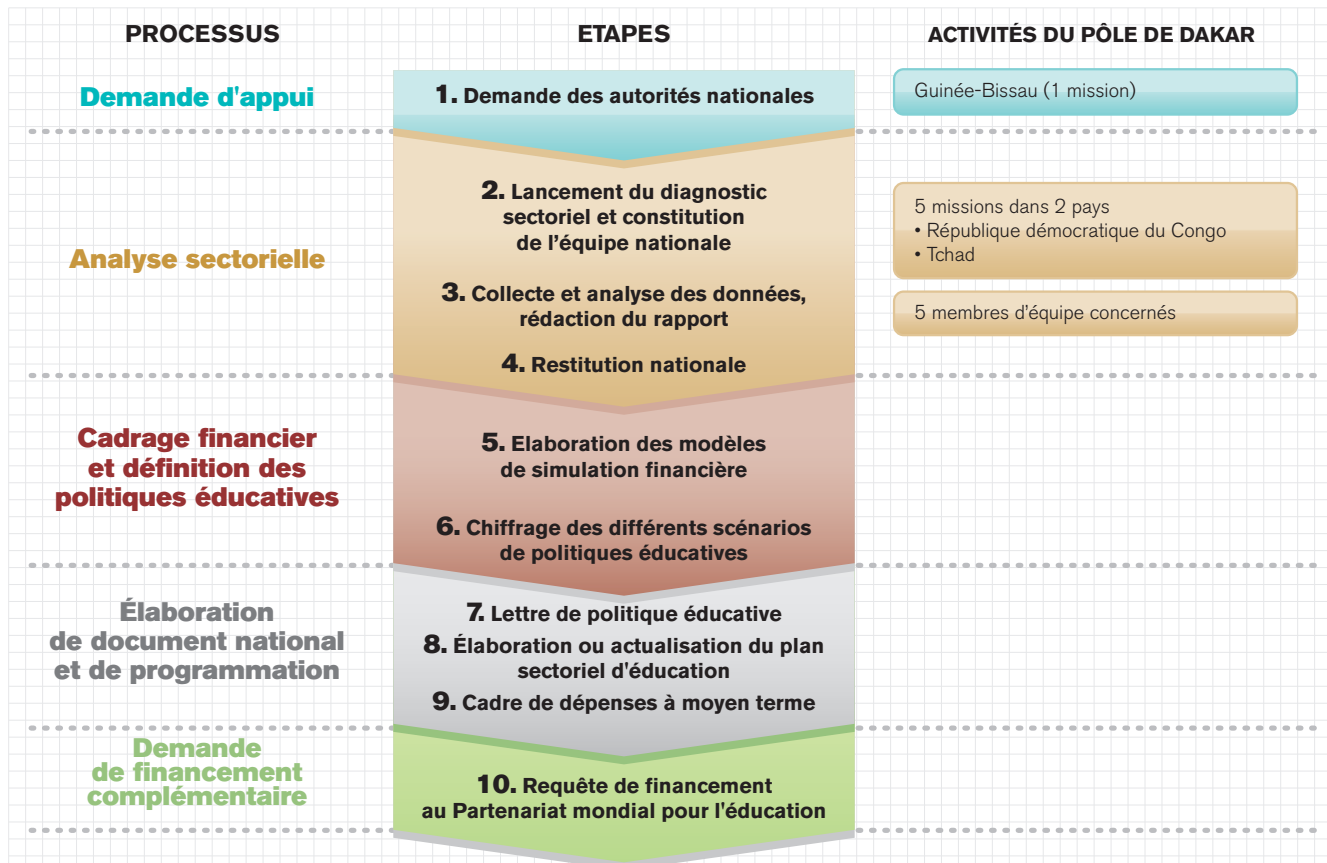
L'IIFE a récemment formulé une nouvelle stratégie à moyen terme qui couvre la période 2014-2017. Au cours des réflexions préparatoires, il est apparu, de la part des États, une forte volonté d'effectuer dans leur propre pays les activités traditionnellement réalisées via l'IIFE à Paris. Pour répondre à cette attente et dans une logique de renforcement des capacités, l'Institut a adopté une approche régionale de partenariats. Ainsi, outre sa présence en Amérique latine, l'Institut appui, dans les pays arabes et en Asie, les capacités de centres de planification locaux, d'instituts de recherche et d'établissements de formation. Dans cette logique, le rattachement du Pôle de Dakar à l'IIFE est donc une excellente nouvelle pour l'efficacité de nos actions en Afrique, mais également, une étape importante dans la mise en œuvre de notre stratégie d'appui aux capacités locales. ■

DANS LES PAYS

De juin 2013 à novembre 2013

Rapport d'État du Système Éducatif National (Resen)

Le Pôle de Dakar a pour principale activité l'appui direct aux pays africains en matière d'analyses sectorielles en éducation, de cadrage financier et de définition de politiques éducatives. Le processus d'appui suivi par le Pôle de Dakar et les activités réalisées par l'équipe depuis juin 2013 sont présentées ci-dessous.



Autres activités du Pôle de Dakar :

Financement de l'éducation – Projet du Partenariat mondial pour l'éducation

- Mission de coordination de l'IIPE et du Pôle de Dakar dans les bureaux de l'ISU à Montréal en vue de la préparation du projet « Méthodologies pour développer la connaissance et l'analyse des moyens financiers pour l'éducation » (Septembre 2013, Montréal).
- Lancement du projet « Mesurer le financement de l'éducation » en Ouganda (Novembre 2013, Kampala).

Développement de la petite enfance

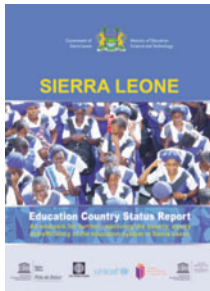
- Mission d'appui au Togo pour la réalisation d'un chapitre RESEN additionnel sur le développement de la petite enfance (Juillet 2013, Lomé).

Séminaires et ateliers

- Atelier organisé par l'UNICEF et le ministère français des Affaires étrangères au Burkina Faso sur les violences de genre en milieu scolaire (Novembre 2013, Ouagadougou).
- Séminaire de formation de la BAD à la relation coût-efficacité dans les secteurs sociaux (Novembre 2013, Dar es Salam).
- Atelier régional sur les politiques enseignantes et forum de dialogue politique de la Task Force sur les enseignants (Novembre 2013, Kinshasa).
- Sommet mondial sur les innovations en éducation (Octobre-Novembre 2013, Qatar).
- Atelier de présentation des activités du Pôle de Dakar et focus sur l'EFTP et la relation éducation-formation-emploi à l'équipe des spécialistes de l'éducation et du marché du travail de l'Agence française de développement (Septembre 2013, Paris).
- Atelier organisé par l'UNICEF et l'IIPE sur la prise en compte des situations de conflit et de vulnérabilité dans l'analyse sectorielle en éducation (Juin 2013, Paris).

Nouvelles publications

À découvrir sur www.poledakar.org



Rapport d'état du système éducatif en Sierra Leone, Une analyse pour l'amélioration de la qualité, de l'équité et de l'efficacité du système éducatif en Sierra Leone, Gouvernement de Sierra Leone, Pôle de Dakar, Bureau de l'UNESCO à Dakar, Institut de statistique de l'UNESCO, Banque mondiale, UNICEF, Septembre 2013 (En anglais).



Les dépenses des ménages en éducation, Appréhension et méthodes d'estimation à partir des enquêtes ménages, Note méthodologique, Beifith Kouak Tiyab, Jean-Claude Ndabananiye, IIPE Pôle de Dakar, Septembre 2013.



Diagnostic du système éducatif en Guinée-Bissau (Version portugaise) : Marges de manœuvre pour le développement du système éducatif dans une perspective d'universalisation de l'enseignement de base et de réduction de la pauvreté, Gouvernement de Guinée-Bissau, Pôle de Dakar, Banque mondiale, avril 2013.

+ 1 nouvelle note pays

Au Togo, des opportunités existent pour renforcer la performance du système, décembre 2013.

L'équipe du Pôle

Arrivée



Thierno Malick Diallo a démarré un stage au Pôle de Dakar fin août pour une durée de six mois. Il est chargé d'analyser l'adéquation « éducation-formation-emploi » dans le cas du Sénégal. Son travail, qui s'appuie sur les données de deux enquêtes de suivi de la pauvreté, viendra alimenter la phase d'expérimentation de la nouvelle méthodologie Diagnostic prospectif éducation-formation-emploi (DIPEFE) du Pôle de Dakar.

AGENDA

14 au 25 avril 2014

Formation à Sèvres sur le thème de « l'Analyse sectorielle et la planification au service du développement de l'éducation », organisée par le Centre international d'études pédagogiques, le Pôle de Dakar et Le Vif du Sujet.

Formations PSGSE et SAMES

2 au 6 décembre 2013

PSGSE - Dernier regroupement présentiel de la promotion 6

3 et 4 mars 2014

PSGSE - Premier regroupement virtuel de la promotion 7

24 au 28 mars 2014

SAMES - Dernier regroupement présentiel de la promotion 2

Pôle de Dakar

ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

IIPE - Pôle de Dakar
12, avenue Léopold-Sédar-Senghor,
B.P. 3311 - Dakar (Sénégal)
Tél. : +221 33 849 59 79
Fax. : +221 33 821 35 25
www.poledakar.org

Le Pôle de Dakar est le pôle d'analyse sectorielle en éducation pour l'Afrique de l'Institut international de planification de l'éducation.

Les articles contenus dans cette publication expriment le point de vue du Pôle de Dakar et pas nécessairement celui de l'IIPE ou de l'UNESCO.

La lettre d'information est publiée tous les six mois, en français et en anglais.

Directeurs de la publication Guillaume Husson et Beifith Kouak Tiyab, **rédaction** Jonathan Jourde, **traduction français/anglais** John Fox, **relecture** IIPE/Pôle de Dakar **maquette** by Reg', Régis L'Hostis, Dakar.

Ecrivez à l'équipe de Pôle Mag :
poledakar@poledakar.org